

Les Forums

Mac Mahon

Organisés par le Centre des Professions Financières

Compte rendu de la réunion du 8 septembre 2020.

Rendre le marché du travail plus inclusif

Cette première réunion sur le thème « Rendre le marché du travail plus inclusif » s'est tenue en visio-conférence. Elle a permis de procéder à de premiers échanges sur le thème retenu, qui fait suite aux travaux consacrés au thème « Travailler plus, qui, quand, comment, pourquoi ». Ces travaux s'étaient conclus par la publication de différents documents, dont les notes « Ensemble, redéveloppons notre pouvoir de vivre » et « Ensemble, redéveloppons notre pouvoir de vivre, propositions concrètes ».

Plus particulièrement, ces travaux avaient fait émerger la perception que le marché du travail en France était progressivement devenu au cours des dernières décennies de plus en plus inhospitalier et difficile à pénétrer.

Le thème « Rendre le marché du travail plus inclusif » se veut un approfondissement de cette perception, incluant la recherche de voies d'amélioration.

Le présent compte-rendu reprend les échanges en les articulant autour de trois thèmes : constats, principales questions évoquées, premières solutions esquissées.

Constats

Point de départ (note d'introduction) : notre marché du travail est perçu comme particulièrement inhospitalier : il est difficile d'y entrer (chômage des jeunes, difficulté à obtenir un premier CDI), d'y revenir quand on en sort (durée du chômage en France comparée aux autres pays, taux d'emploi des seniors), la pression y est forte dans de nombreux secteurs, l'exigence de qualification élevée, la rémunération minimale que doit financer l'employeur rapportée au travail fourni parmi les plus élevées de l'OCDE.

Paradoxalement, les employeurs affirment avoir du mal à embaucher les compétences dont ils ont besoin, les services utiles ou nécessaires que ne peut satisfaire notre économie marchande sont nombreux, les services publics se sentent pour certains asphyxiés par le manque de ressources, et les besoins d'intégration des populations peu qualifiées sont importants et ont de graves conséquences politiques et sociales. Les nouvelles formes d'emploi et l'ubérisation de certaines activités n'apportent que des solutions ponctuelles, ou contestées.

Cette situation a été à la fois mise en lumière et aggravée par la crise de la Covid-19, notre pays étant l'un de ceux où le ralentissement de l'activité a été le plus marqué pour enrayer la propagation de l'épidémie. La reprise puis la croissance de la production des biens et services à se partager pour restaurer le pouvoir de vivre n'en sont que plus nécessaires.

Contributions apportées à l'occasion de la réunion :

Il convient de ne pas sous-estimer les tendances de long terme, accentuées pour certaines par la crise de la Covid 19 : informatisation, technologie, robotique, automatisation (cobotique).

Dans les services financiers, les destructions d'emplois en back-offices vont se poursuivre. Il serait intéressant d'interroger des patrons de back-offices sur leurs difficultés à recruter ou sur ce qui les pousse à délocaliser.

S'il y a destruction d'emplois par le progrès technique (cobotique par exemple à présent), cela s'équilibre globalement avec l'émergence de nouveaux besoins et métiers.

Il n'est pas acquis que la tendance de long terme soit vers une augmentation de la consommation et de l'activité économique.

Il y a probablement des préjugés en France sur le sujet du travail, et un besoin d'objectivation. Par exemple, l'ascenseur social fonctionnerait mieux en Europe qu'aux Etats-Unis, à rebours de la perception des populations respectives.

En Suisse, tout le monde est content de faire son travail (ce qui serait loin d'être le cas en France). En même temps, la tolérance y est de zéro sur la recherche de travail. Sans doute assez comparable à d'autres pays, notamment en Asie.

Des comparaisons internationales seraient utiles, portant sur le droit du travail, le rapport au travail, l'organisation du marché du travail (ANPE en France)

Principales questions évoquées

Point de départ (note d'introduction) : dans une perspective de plus long terme, les travaux réalisés sur la fragmentation de la société française ont mis en évidence la moindre intégration des populations fragiles du fait d'un marché du travail plus inhospitalier, notamment les populations immigrées de première et deuxième génération.

Dès lors, rendre le marché du travail plus inclusif, dans toutes ses dimensions, serait un point de passage obligé de la restauration du pouvoir de vivre et de la cohésion sociale.

Contributions apportées à l'occasion de la réunion :

Quelle est la capacité réelle de notre économie à intégrer des jeunes ou des immigrants ? Cela passe certainement par leur donner une qualification, en observant que pour les immigrants, il y a également de très hauts niveaux.

En s'inspirant de la Suisse, on peut chercher des pistes pour renforcer les passerelles entre l'enseignement et la vie professionnelle. L'enseignement n'y est pas une course au diplôme, mais un placement des gens en fonction de leurs goûts et envies. L'enjeu n'y est pas diplômé/non-diplômé, mais turn-over rapide en fonction des postes disponibles. Le marché est beaucoup plus flexible : le taux de chômage moyen est de 2,8% à 3%, et seulement de 1,5% à 1,8% à Zurich.

En Suisse, on pense d'abord au service client, au client ou au souffrant. La question porte alors plus sur les moyens que sur la mentalité. L'enjeu est peut-être que les gens adhèrent à quelque chose. Tout le monde sait ce qu'il faut faire, la façon d'y arriver est le point compliqué. Education, formation, pédagogie ?

En matière de comparaisons internationales, les pays qui apparaissent comme prioritaires pour des comparaisons pourraient être la Suisse, l'Allemagne, les Etats-Unis, la Chine.

Pour ceux que l'on accueille, prendre en compte trois dimensions : accueillir, former, éduquer.

La dimension culturelle/éducative est sans doute essentielle. Est-ce un invariant, ou un domaine d'action ?

Au regard de la motivation, s'agit-il de gagner plus (angle individuel), ou de contribuer à réduire le chômage, ou de prendre son plaisir ? peut-être cette question vaut-elle à tout niveau de rémunération.

Les évolutions en cours en matière de télétravail, accélérées par la crise sanitaire, ont-elles un impact sur la problématique ? Le passage de la mesure du temps de travail vers l'effet produit (de la présence ou l'exécution vers l'effectuation) peut transformer la relation au travail, les relations au travail, le management et la mesure de la performance. Il y a là plusieurs thématiques, sans doute difficiles à documenter au-delà des conjectures.

Peut-on faire évoluer les mentalités, ou est-il plus réaliste de faire du neuf à côté ? Ceci tire la délicate question de l'enseignement.

Faire attention à la connotation du langage sur la thématique du travail. Travailler plus pour gagner plus. Mais comment trouver du travail ? Suffit-il de traverser la rue ?

Comment éviter de généraliser ? Par exemple, pendant le confinement, la situation était très variable selon notamment les professions et les statuts sociaux : cadre, caissière, infirmière, entrepreneur, profession libérale, etc

Premières solutions esquissées

En matière de communication, essayer d'être pédagogiques dans nos propos, sans pour autant être nécessairement dans le consensus.

Suggestions pour la séance du 13 octobre (à débattre)

Approfondir les pistes ouvertes

Décliner par sous-populations/segmenter :

- Inclusivité pour les immigrants, et immigrés de première et deuxième génération, lien avec le contexte de lutte contre le séparatisme
- Jeunes
- Seniors
- Handicapés
- Non ou peu diplômés

Commencer à aller vers des propositions de mesures concrètes. Brainstorming, ou typologie ?
Exemples :

- Attitudes et profils face au marché du travail
 - Education
 - Formation professionnelle
 - Culture
- Dépolitiser le sujet ?
- Analyse par secteurs d'activité ?
 - Economie sociale
 - Entreprises à mission
 - Services (cf Fourastié)
- Qui agit ?
 - Rôle des entreprises (cf l'appel d'un collectif d'entrepreneurs « Face à la crise, mobilisons-nous pour le maintien de l'emploi » publié le 1^{er} octobre 2020).
 - Rôle des pouvoirs publics
 - Rôle des corps intermédiaires
 - Rôle des individus citoyens
 - Rôle des élites (universitaires, think tanks, chroniqueurs, etc)
- Les mots pour le dire

“ Comprendre et faire comprendre les Professions Financières “

6 avenue Mac Mahon - 75017 Paris - Tél. : 01 44 94 02 55
contact@professionsfinancieres.com - www.professionsfinancieres.com
Association reconnue d'intérêt général - régie par la loi 1901